



Chartre Chantier faibles Nuisances



SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CHARTE	3
2.	OBJECTIFS - ENJEUX	3
3.	PARTICULARITES DU SITE	4
4.	AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX	5
4.1	Engagement de l'entreprise : Plan Assurance Environnement	5
4.2	Rôle du Responsable Environnement Chantier	5
4.3	Préparation du chantier et planification	6
4.4	Formation, information du personnel, signalétique	6
4.5	Information des riverains / des parties prenantes	7
4.6	Emprise du chantier, circulation	8
5.	MISE EN OEUVRE - PENDANT LE CHANTIER	10
5.1	Suivi du chantier	10
5.2	Gestion des déchets	10
5.3	Limiter les nuisances acoustiques	14
5.4	Limiter les nuisances visuelles	15
5.5	Pollution des sols	16
5.6	Limitation des rejets dans l'air	17
5.7	Maîtrise des consommations en eau et en énergie	17
5.8	Propreté du chantier	18
5.9	Protection de la nature / de la biodiversité	18
5.10	Limitation des risques sur la santé du personnel	19
6.	BILAN DE FIN DE CHANTIER	19

1. OBJET DE LA CHARTE

La présente charte représente un engagement en faveur de la qualité environnementale du chantier LE KORNER, situé à 71 rue de la Montat à Saint-Etienne 42000. Cette charte concerne tous les intervenants du chantier.

La Charte Chantier Faibles Nuisances est une pièce du dossier Marché. L'entreprise générale, par la signature du Marché, s'engage donc à respecter les prescriptions de la Charte Chantier Faibles Nuisances, et rédigera avant le démarrage des travaux un PAE, Plan d'Assurance Environnement, dans lequel elle décrira les dispositions qu'elle s'engage à mettre en œuvre pour la respecter pour elle-même et ses sous-traitants.

L'ensemble des entreprises s'engage à respecter les dispositions prévues par l'entreprise générale pour respecter la présente charte.

2. OBJECTIFS - ENJEUX

Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement. L'enjeu d'un « chantier faibles nuisances » est de limiter ces nuisances au bénéfice des personnes présentes sur le site pendant les travaux, des compagnons, des riverains et de l'environnement.

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté d'inscrire l'activité du bâtiment dans la logique du développement durable, et de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences sur les principaux points suivants :

- réduction, tri et valorisation des déchets ;
- préservation de la santé et de la sécurité ;
- maîtrise des nuisances causées aux riverains (circulations véhicules et piétons, nuisances acoustiques, poussières, etc.) ;
- réduction des impacts environnementaux, maîtrise des consommations d'énergie et d'eau ;
- prévention de la pollution de l'air, des sols et des eaux.

Ces exigences répondent tout d'abord à la réglementation. Elles traduisent, de plus, la volonté affirmée du Maître d'ouvrage et de l'entreprise d'œuvrer dans le sens d'une démarche environnementale pour ce projet, en allant au-delà du strict respect de la réglementation sur certains aspects.

3. PARTICULARITES DU SITE

Le projet prévoit la construction de trois bâtiments :

- Bâtiment A est un immeuble de bureaux
- Bâtiment B est un immeuble de logements avec un socle de type activités
- Bâtiment C est un immeuble de bureaux

Les bâtiments visent les niveaux de performance suivants :

- Bâtiment A : Niveau BREEAM mention Very Good et niveau BBCA + RE2020
- Bâtiment B : Certification Promotelec + RE2020
- Bâtiment C : RE2020

Il est également concerné par le cahier des charges COUAPE de la ZAC.

Les éléments suivants sont à prendre en compte lors de la préparation, puis lors de la réalisation des travaux :

- L'opération est située dans un quartier d'affaires composé principalement de bureaux, de commerces, et est situé à proximité d'arrêts de transports en commun.
- L'ensemble est desservi par la rue de la Montat, la rue Pierre Bayle et la rue du Petit Cabaret.
- Le projet immobilier est situé dans la ZAC de Chateauxreux à proximité de la gare.

Etant donné le caractère urbain du quartier, les nuisances devront en particulier être réduites sur les axes routiers. Une attention particulière sera portée aux installations de chantier, au planning des livraisons, et aux nuisances causées au domaine public (trafic, nuisances sonores et olfactives, ...).



Plan du quartier (Source : Google Maps)

4. AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

4.1 Engagement de l'entreprise : PlanAssurance Environnement

L'Entreprise Générale présentera dans son Plan d'Assurance Environnement (PAE) les moyens qu'elle mettra en œuvre pour s'assurer de la qualité environnementale sur le chantier, conformément aux dispositions de la présente charte pour elle et ses sous-traitants.

Plus précisément, le PAE comporte :

1. Une identification des impacts environnementaux liés aux activités de chantier ;
2. Une description des moyens de prévention des impacts identifiés ;
3. Les moyens de contrôles nécessaires à la maîtrise environnementale de l'opération ;
4. Les réponses aux différents thèmes abordés dans la présente charte.

Le Plan d'Assurance Environnement doit être élaboré par l'entreprise générale et remis au Maître d'ouvrage et à l'AMO Environnemental pour validation, avant tout travaux, pendant la phase de préparation de chantier.

4.2 Rôle du Responsable EnvironnementChantier

L'Entreprise Générale devra désigner un Responsable Environnement du chantier qui sera l'interlocuteur du Maître d'ouvrage et de l'AMO pour les aspects environnementaux.

Cet interlocuteur devra participer aux réunions de chantier spécifiques environnement, sur simple demande de la MOA ou de l'AMO.

Le Responsable Environnement de l'entreprise :

- participe à la préparation de chantier, établit/valide le PAE, le SOGED et le volet environnement du livret d'accueil ; il constitue l'interlocuteur privilégié des entreprises sous-traitantes ;
- diffuse l'information et sensibilise les compagnons ;
- s'assure du respect de la présente charte par le personnel de son entreprise et de ses sous-traitants, à tous les stades du chantier, et de l'application du plan d'assurance environnement ;
- s'occupe du suivi et du contrôle de la qualité environnementale de l'opération ;
- enregistre et analyse les faits marquants en lien avec l'environnement (incidents, actions de sensibilisation)... et en informe la MOA/AMO ;
- récupère l'ensemble des fiches de données environnementales et sanitaires des matériaux du chantier (FDES) ;
- organise la gestion des déchets ;
- tient à jour un tableau de suivi des nuisances, un tableau de suivi des incidents / accidents environnementaux, un tableau de suivi des consommations d'eau et d'électricité et un tableau de suivi des déchets (PAE) ;
- synthétise le suivi environnemental de l'opération en fin de chantier.

Le Responsable Environnement est présent à plein temps sur le chantier afin de s'assurer d'une mise en œuvre effective de la démarche environnementale.

4.3 Préparation du chantier et planification

La réussite d'un chantier à faibles nuisances est liée à une bonne préparation avant le début des travaux.

Durant cette phase de préparation, le Responsable Environnement :

1. identifiera les étapes clés du chantier en terme d'impacts environnementaux (bruit, poussières, évolution du gisement déchet, évolution des effectifs ...) ;
2. établira un Schéma Organisationnel de Gestion Environnemental des Déchets (SOGED) ;
3. établira le Plan d'Assurance Environnement (le SOGED peut en faire partie). Le PAE mentionnera les étapes clés en termes d'impact et y apportera des réponses adaptées en termes de prévention ;
4. établira un plan d'accès au chantier et une procédure de livraison qui seront transmis aux fournisseurs et aux autres entreprises intervenantes ;
5. établira/validera le volet environnement du livret d'accueil.

La préparation du chantier doit également permettre d'établir un plan d'installation de chantier (PIC), et d'en prévoir les évolutions qui seront nécessaires.

Le PIC rédigé par l'entreprise générale comprendra à minima :

- la limite de chantier matérialisée par une palissade ;
- la base de vie (contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, réfectoires) ;
- l'arrivée des énergies et des fluides (avec points d'arrêt et compteurs) ;
- l'entrée, la sortie et les zones de manœuvre des engins et camions (livraison et enlèvement) avec, si possible, un sens unique (sortie distincte de l'entrée) et une zone tampon servant de parking temporaire ;
- les zones de stockage des matériaux et produits ;
- les zones de stockage des produits dangereux ;
- les zones de fabrication ou de livraison du béton ;
- les emplacements des contenants à déchets ;
- le parking utilisé pour les véhicules du personnel ;
- les cheminements piétons ;
- les zones sensibles vis-à-vis du bruit et des vibrations ;
- la mise en place d'une signalétique de sécurité pour les piétons ;
- les zones protégées (végétation, etc.) ;
- l'emplacement des points de rencontre sécurité, du kit d'intervention en cas de pollution, des extincteurs, trousse de secours...

4.4 Formation, information du personnel, signalétique

Le Responsable Environnement s'assure que, dès son arrivée sur le chantier, tout nouvel intervenant est informé et sensibilisé aux exigences du chantier propre (tri des déchets, réduction des bruits et des pollutions, propreté du chantier, etc.) et qu'un livret d'accueil intégrant ces exigences lui est remis.

A cette occasion, le nouvel arrivant est informé des consignes de sécurité à respecter sur le chantier.

La signalétique nécessaire au respect de la démarche environnementale sera mise en œuvre :

- consignes de tri sur les contenants à déchets ;
- zones de stockages produits dangereux ;
- aires d'approvisionnement ;
- signalisation routière, signalisation des circulations piétonnes ;
- zones protégées ;

Un affichage des consignes à respecter en cas d'urgence sera mis en place. On trouvera à minima :

- une procédure en cas d'accident,
- une procédure de gestion en cas d'évacuation,
- une procédure d'intervention en cas de pollution.

Des procédures spécifiques pourront compléter le dispositif si besoin :

- une procédure de réaction en cas d'inondation (zone inondable),
- une procédure de gestion des plaintes des riverains (milieu sensible).

4.5 Information des riverains/des parties prenantes

En fonction du contexte de l'opération, le Responsable Environnement en accord avec la MOA/AMO proposera un dispositif de communication adapté aux parties prenantes en présence (transmission d'informations, recueil d'observations et modalités de réponse, affichage...).



A minima, le Responsable Environnement tiendra un registre des observations et des réponses apportées et proposera :

- la tenue d'une ou plusieurs réunions d'information auprès des riverains ;



- une lettre d'information à envoyer avant le début des travaux et précisant les moyens disponibles pour faire parvenir ses questions/observations au chantier ;

Ces dispositifs seront complétés par :

- des panneaux décrivant l'opération, la démarche environnementale entreprise et l'avancement des travaux apposés sur la palissade du chantier. Ces panneaux pourront par exemple présenter un planning prévisionnel ;
- la mise en place d'un numéro vert permettant de gagner en réactivité en cas d'urgence.

Des éléments de réponses aux éventuelles plaintes ou remarques enregistrées devront être apportés dans un délai n'excédant pas la semaine.

4.6 Emprise du chantier, circulation

Installation

L'accès au site sera sécurisé par des portillons et un accès de plus d'un mètre de large sera prévu. Un éclairage adapté sera mis en place.

Le chantier sera équipé de clôtures empêchant de manière efficace l'accès du public. Des espaces de visibilité pourront être envisagés pour permettre un aperçu par le public de l'avancement du projet.

Le chantier devra disposer d'un parking ou d'accès via les transports en commun. Les cheminements piétons seront matérialisés par des barrières adéquates, des surfaces uniformes et pourvus d'un éclairage adapté afin d'éviter les chutes de personne.

Les cantonnements respecteront la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et sécurité au travail et en particulier la présence de :

- toilettes séparées femmes / hommes ;
- douches ;
- vestiaires avec casiers.

Circulation

Le livret d'accueil précisera les itinéraires, zones de stationnements, transport en commun disponibles, etc. et les horaires de chantier.

Le chantier s'assurera de conserver la signalétique de la collectivité en état (absence de détérioration, visibilité assurée...).

Il s'assurera que la circulation piétonne autour du site peut se faire en sécurité.

Afin de limiter les nuisances sur le trafic local auprès des riverains (itinéraires, horaires, planning de livraison ...), une organisation des livraisons (itinéraires) et des enlèvements sera à prévoir, en fonction du planning des activités dans et aux alentours du site, et des heures de pointe de la circulation...

Une signalétique adaptée sera mise en œuvre pour sécuriser et faciliter les accès et les sorties du chantier.

Le stationnement des véhicules ne devra pas gêner la circulation, ni constituer un danger pour les riverains.

Les voiries intérieures et extérieures seront maintenues propres en permanence.

5. MISE EN OEUVRE – PENDANT LE CHANTIER

5.1 Suivi du chantier

Le suivi du chantier sera assuré **par le Responsable Environnement de l'entreprise générale** qui consignera l'ensemble des faits marquants en environnement :

- les difficultés survenues, les solutions pour y remédier ;
- les différents incidents qui sont survenus sur le chantier (pollution de l'air, de l'eau, plaintes riverains...) ;
- les résultats des contrôles effectués par le Responsable Environnement ;
- les photos prises en cours de chantier ;
- les innovations et moyens mis en place spécifiquement vis-à-vis de l'impact environnemental.

Sur la base des éléments consignés, le Responsable Environnement répondra aux questions de la MOA/AMO/MOE lors des réunions environnement et établira le bilan environnement de fin de chantier.

5.2 Gestion des déchets

Schéma Organisationnel de Gestion Environnementale des Déchets (SOGED) : IDENTIFIER – REDUIRE - GERER – ASSURER LE SUIVI DES DECHETS JUSQU'A LEUR DESTINATION FINALE

Le SOGED précise les responsabilités de chacun et contractualise les responsabilités. Il rappelle les conditions de collecte, l'installation de chantier, les choix des filières d'élimination, les moyens de contrôle et de traçabilité.

Des dispositions devront systématiquement être envisagées pour limiter la masse de déchets de chantier à la source, en particulier, les techniques constructives permettant de limiter la production de déchets devront être privilégiées (voir ci-après).

L'entreprise générale établira, en collaboration avec chaque entreprise, une **liste estimative de la nature et des quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier**, afin de mettre en place un plan logistique détaillé de la collecte et de l'enlèvement des déchets (détail du tri à mettre en œuvre).

Ces éléments seront soumis à validation de la Maîtrise d'Ouvrage et de l'AMO avant le démarrage des travaux.

Le degré de détails de tri pratiqué parmi les typologies de déchets émises sur le chantier devra être précisé, en fonction de la place disponible et des filières disponibles en aval.

Réduction à la source de la production de déchets

Chaque entreprise intervenant sur le chantier devra justifier les dispositions qu'elle met en place pour réduire sa production de déchets sur le site.

En voici quelques exemples :

- généraliser le calepinage : livrer ou se faire livrer les éléments de construction à la bonne taille afin d'éviter au maximum les découpes sur site qui sont génératrices de déchets ;
- mettre en place une procédure afin d'éviter les erreurs à la fois dans la mise en œuvre des matériaux mais aussi dans leur commande (un produit bien commandé, bien livré et correctement utilisé, c'est d'autant moins de déchets générés et de pertes financières dues aux erreurs) ;
- éviter les gaspillages de matériaux livrés en vrac, au mètre linéaire ou au mètre carré, limiter casses et chutes ;
- réfléchir aux modes d'approvisionnement et de conditionnement afin de réduire la quantité des emballages. Les matériaux seront entreposés dans une zone permettant de limiter la casse au stockage ;
- privilégier la préfabrication hors site ;
- limiter les percements du béton grâce à une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup ;
- supprimer les déchets de polystyrène par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières (blocs de béton cellulaire, bois, acier...) ;
- limiter les chutes de bois par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Suivi, élimination, valorisation des déchets

Il appartient à l'entreprise générale, avant le commencement du chantier, de se préoccuper des possibilités locales de collecte et valorisation des déchets, notamment en consultant les Plans Départementaux et Régionaux d'Élimination des Déchets.

Le Responsable Environnement s'assure de la conformité administrative des filières d'élimination pour l'ensemble des déchets présents et proposera la traçabilité nécessaire pour garantir une élimination conforme.

Le suivi des déblais devra également être assuré (volume et/ou tonnage évacué et exutoires).

Le Responsable Environnement assure mensuellement le suivi des déchets et notamment :

C'est l'entreprise générale qui assurera la collecte et le suivi déchets et analysera le pourcentage de déchets valorisés et recyclés.

Elle tiendra à jour et fournira ces informations mensuellement à l'AMO. Les informations contiendront à minima :

- nature du déchet, quantité, date d'enlèvement et exutoire pour chaque benne ;
- incidents de tri, difficultés rencontrées ;
- taux de valorisation par type de déchets et taux de valorisation global ;
- bordereaux de suivi le cas échéant.

Un bilan général sera réalisé en fin de chantier.

Collecte sélective des déchets

Une fois les travaux démarrés, chaque entreprise devra limiter la quantité de déchets produits, assurer le tri de ses déchets en fonction des bennes mises en place par l'entreprise générale et participer au bon fonctionnement de la collecte.

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes de valorisation pour le projet sont :

- Engagement sur le pourcentage de collecte de **100% de bordereaux de suivi de déchets réglementés** (amiante, déchets dangereux).
- Une **traçabilité par benne pour 100% des déchets non réglementés**.
- **Engagement** sur un pourcentage supérieur :

L'entreprise générale mettra en œuvre les solutions opérationnelles pour répondre aux obligations réglementaires de tri à la source pour :

- les emballages ;
- Le verre, papier/carton, plastique, métaux et bois ;
- les déchets dangereux.

Les contenants disposés sur la zone de tri devront, à minima, permettre le tri suivant :

- les déchets inertes ;
- les déchets non dangereux valorisables en trois catégories minimums : bois, métaux, plâtre ;
- les déchets non dangereux non valorisables ;
- les déchets dangereux dans un bac et un fût étanches.

Pour les déchets dangereux (DD), des contenants par types de déchets seront mis en place (notamment : emballage souillé, peinture et associé, aérosol, acide, solvant, huile de décoffrage, batterie, terre polluée, bois traité, cartouche toxique....)

Les terres excavées végétales devront être stockées dans un emplacement spécifique qui sera défini sur le PIC, et dans la mesure du possible, réutilisées sur le site.

L'entreprise générale s'occupera de la mise en place des contenants à déchets et de l'entretien de la zone de stockage, ainsi que de l'enlèvement de ces contenants et de l'optimisation des rotations.

Elle devra vérifier en permanence que le tri est effectué correctement au niveau des bennes. Elle assurera également la sensibilisation et la formation continue des responsables de chaque corps d'état aux conditions de tri et de gestion des déchets sur le chantier.



Aires de stockage

Les bennes devront être accessibles facilement par les compagnons et par les camions chargés de l'enlèvement. Leur

disposition devra permettre le contrôle visuel du contenu des bennes et de la qualité du tri.

En fonction de l'avancement du chantier, plusieurs aires de récupération des déchets pourront être aménagées, et leur localisation variée, afin de limiter les déplacements des compagnons. Les aires de stockage seront aménagées de façon à éviter que des personnes étrangères au chantier puissent y déposer d'autres déchets. Les bennes seront protégées par des filets si nécessaire.

*Des bennes à déchets pour
le tri dès le poste de travail
avant transfert vers les
bennes prestataires*



Suivi du tri des déchets

Les dispositifs de traçabilités seront détaillés dans le SOGED et soumis à l'avis de l'AMO. Tout refus de benne sera répertorié parmi les faits marquants.

Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) seront conservés. Ces bordereaux devront indiquer a minima les coordonnées des intervenants, la date, le poids et le type de déchets, l'adresse et le type du centre de stockage/traitement, le taux de valorisation atteint, l'acceptation/refus de la benne par le prestataire.

Un registre présentant les quantités produites par type de déchets et le taux de valorisation sera fourni chaque mois.

Le tri des ordures ménagères sur la base vie respectera les modalités de tri mis en place par la commune.

Les bureaux mettront en place le tri du papier obligatoire et des cartouches d'encre.



5.3 Limiter les nuisances acoustiques

Les travaux les plus bruyants concernent généralement la démolition, le terrassement et le gros œuvre.

Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB pouvant provoquer des lésions auditives irréversibles, les intervenants sur le chantier, exposés à des émissions sonores devront être informés et formés conformément à l'article R.282-8-5 du Code du Travail.

Les exigences des textes du Code de la santé publique concernant les obligations de ne pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage, ainsi que les valeurs du niveau sonore à ne pas dépasser, seront rigoureusement respectées. Aussi, le personnel de chantier devra être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage. Il sera impératif de respecter les horaires d'ouverture du chantier.

Ces consignes seront rappelées lors de l'accueil du personnel, précisées dans le livret d'accueil.

La période d'ouverture de chantier sera limitée aux horaires 8h – 12h et 13h – 18h les jours ouvrés de la semaine (et le samedi, lorsque cela sera nécessaire au regard du délai). En dehors de ces plages horaires, tous travaux devront faire l'objet d'une demande justificative à la MOA. Une information aux riverains devra être faite pour prévenir les réclamations liées aux nuisances sonores si nécessaire.

Afin de réduire les nuisances acoustiques aussi bien pour les riverains que pour les compagnons, l'entreprise générale :

- identifiera et caractérisera les principales phases de travaux et origines de bruits pour le projet ;

- déterminera les réglementations locales en la matière ;
- identifiera la sensibilité du site aux nuisances sonores.

Elle en déduira la prévention à mettre en œuvre pour limiter les nuisances acoustiques

*Des communications par
talkie walkie*



Plusieurs exigences devront être respectées par l'ensemble des entreprises :

- choisir prioritairement les méthodes et outils générant le moins de bruit ;
- équiper les travailleurs de protections adéquates ;
- prévoir soigneusement les réservations en phase d'étude d'exécution (les percements, carottages et sciages planifiés a posteriori sont à proscrire) ;
- limiter la durée d'émission des activités bruyantes, tout en tenant compte des activités alentours et de leurs horaires. Le matériel peut être ponctuellement doublé, ce qui réduit les temps d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore ;
- le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation (arrêté du 18 mars 2002 et du 12 Mai 1997) ;
- les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB (A) à 10 m de l'engin ou de l'outil (ce qui correspond à un niveau de puissance sonore de l'engin à la source de 115 dB (A)) ;
- les engins hydrauliques seront préférés aux engins électriques, eux même préférés à leur équivalent pneumatique ;
- les sources de bruit seront préférentiellement positionnées en position basse ;
- les communications à distances se feront par liaison radio ;
- les reprises au marteau piqueur sur du béton sec seront évitées au maximum ;

Les solutions suivantes seront étudiées :

- préfabrication de certains éléments en usine ou en atelier plutôt que sur le chantier ;
- livraisons des camions sur une plage horaire fixe, choisie comme étant la moins gênante pour le voisinage ;
- plan de circulation des engins sur le site réduisant les marches arrière (PIC) ;
- utilisation de clé dynamométrique pour serrer les banches équipées ;
- utilisation de béton auto-plaçant, béton auto-nivelant, etc., qui limitent l'emploi des vibreurs ;
- utilisation d'engins insonorisés.

5.4 Limiter les nuisances visuelles

Des dispositions seront prises pour limiter les nuisances visuelles dues au chantier. Pour cela, un entretien hebdomadaire du chantier sera réalisé et la propreté du site sera garantie :

- le sol, les voiries et les postes de travail générant beaucoup de poussière seront arrosés en été ou lors des phases critiques pour éviter les poussières ;
- les zones intérieures du chantier pourront être aspirées à l'aide d'un aspirateur ;
- des protections seront mises en place sur les clôtures du chantier pour éviter les projections sur les voiries avoisinantes.

Afin de limiter les nuisances dues à l'éclairage de chantier, celui-ci sera programmable ou commandé par une horloge de chantier permettant l'extinction de l'éclairage le soir et les week-ends.

5.5 Pollution des sols

Produits dangereux

Au démarrage des travaux, l'entreprise générale dressera une liste des produits dangereux susceptibles d'être présents sur le site pendant les travaux.

Le PAE précisera les points suivants :

- Les pratiques mises en œuvre pour limiter les quantités d'huile de décoffrage utilisées (sensibilisation des compagnons, entretien du matériel...). Les huiles de décoffrages seront biodégradables.
- Il pourra mettre en avant le choix de modes constructifs limitant l'utilisation des produits dangereux

L'Entreprise mettra à jour cette liste et la complètera au cours du chantier. Elle récupérera l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité correspondantes. Les conditions de stockages définies dans les FDS seront connues et respectées.

En cas de transvasement, l'étiquetage réglementaire sera repris sur les nouveaux contenants.

Dans tous les cas, le stockage des produits liquides et pâteux se fera sur une rétention, à l'abri des intempéries et des heurts accidentels. Le contenu de ces bacs de rétention sera traité comme déchets liquides dangereux et repris par un repreneur agréé.



Bac palette rétention

Les entreprises doivent disposer de place disponible pour le stockage des nouveaux produits dangereux.

Les bordereaux de suivi des déchets dangereux seront collectés par l'entreprise générale.

Contrôle des pollutions

Le rejet d'effluents liquides non traités devra être absolument évité, pour cela :

- les produits potentiellement polluants utilisés lors du chantier seront identifiés (principalement les huiles de décoffrage) ;
- les eaux usées des cantonnements seront acheminées vers le réseau d'assainissement public ;
- tous les solvants usagés utilisés sur le chantier seront repris par l'entreprise utilisatrice ou déposés dans un contenant déchets dangereux spécifique. Ces déchets sont considérés comme des déchets dangereux et l'entreprise devra justifier de leur bonne élimination, par l'émission de bordereaux de suivi de déchets dangereux;
- les laitances et résidus de béton devront être décantés. La phase solide sera collectée avec les déchets de béton propre. La phase liquide aura son pH contrôlé et corrigé si nécessaire avant rejet.



Big bag avec bac de rétention

- pour les vidanges, nettoyages et rinçages des matériels et outils, des systèmes de collecte des effluents, ou des bacs de rétention seront mis en place, afin d'éviter le rejet de substances polluantes dans le sol ou dans les réseaux publics.

Déversement accidentel d'hydrocarbures ou autre produit polluant

- une procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle sera établie. En cas de pollution non maîtrisable et non traitable, les autorités locales et la MOA devront être informées dans les meilleurs délais.
- les entreprises tiendront à disposition sur le chantier les moyens nécessaires à une intervention en cas de déversements accidentels. Ces moyens seront proportionnés aux risques que leur activité génère.
- en cas de rupture du circuit hydraulique ou de fuite, les matériaux souillés devront être évacués et traités dans les plus brefs délais ; l'entreprise devra posséder un kit d'intervention contenant tous les éléments nécessaires pour intervenir en cas d'accident (produits absorbants, sac de récupération...). Le Responsable Environnement sera formé à son utilisation. En cas de pollution accidentelle du sol, les absorbants souillés seront placés dans la benne déchets dangereux appropriée en vue d'un acheminement vers un centre de traitement agréé.

5.6 Limitation des rejets dans l'air

Afin de limiter les pollutions de l'air, l'entreprise devra :

- utiliser des engins avec pot catalytique ;
- suivre toute prescription indiquée sur les éventuelles FDS ;
- respecter strictement l'interdiction de brûlage sur le chantier ;
- effectuer un arrosage régulier du sol (afin d'éviter la diffusion de poussières et les fixer au sol) en particulier pendant les phases de terrassement et en période sèche, si nécessaire.

Si possible et si nécessaire, une piste sera construite pour les accès des véhicules de livraison, afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.

La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier et des dispositifs de nettoyage seront potentiellement mis en place en sortie du site afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.

Concernant les nuisances dues à la poussière et aux boues, les entreprises devront :

- mettre en œuvre des mesures garantissant la propreté du chantier en optimisant le nettoyage des différents éléments du chantier et, autant que possible, leur tenue en l'état ;
- installer un dépoussiéreur lorsque le béton est fabriqué sur site ;
- avoir recours à des bâches sur les chargements des camions chaque fois que nécessaire ;
- nettoyer régulièrement les zones intérieures du chantier ;
- utiliser le matériel de ponçage muni d'un aspirateur.

Concernant la ventilation :

- Les tuyaux de réseaux aérauliques doivent arriver encapuchonnés sur chantier. Une fois les gaines de ventilation mises en place, l'ensemble du réseau de ventilation (gainés + bouches) doit être protégé pour éviter l'entrée de poussière dans le réseau (capuchonnage).
- Des filtres temporaires devront être installés dans les CTA pendant la période de construction et pendant toute la durée du flush-out. Ces filtres doivent être remplacés avant l'arrivée des occupants.

5.7 Maîtrise des consommations en eau et en énergie

Pour réduire les consommations d'eau et d'énergie, les entreprises mèneront des actions de sensibilisation auprès des intervenants et installeront des matériels propices à la maîtrise de ces consommations.

Consommations d'eau

Les mesures mises en place sur le chantier pour gérer et contrôler les consommations en eau pourront être les suivantes :

- sensibilisation du personnel : livret d'accueil, affichage avec rappel lors de points hebdomadaires ;
- mise en place de boutons poussoir dans les sanitaires ;

- mise en place d'électrovannes ;
- lance stop-net pour jet d'eau ;
- gestion des eaux de laitance de béton après décantation ;
- mise en place de compteurs d'eau pour pouvoir faire des relevés mensuels et suivre la consommation en eau du chantier et de la base vie séparément. La consommation d'eau sera ramenée au nombre de personnes présentes sur le chantier afin d'identifier les éventuelles fuites.

Consommations d'énergie

Les mesures mises en place sur le chantier pour gérer et contrôler les consommations en énergie pourront être les suivantes :

- mise en place de détecteurs de présence pour l'éclairage ;
- mise en place d'un régulateur sur le chauffage dans les espaces de cantonnements et dans les bureaux ;
- installation de thermostats et/ou des minuteurs ;
- alimentation électrique de la base vie sur horloge, de manière à couper tout éclairage et chauffage du chantier et de la base vie la nuit et le week-end ;
- mise en place de ferme porte dans les cantonnements ;
- éclairage basse consommation ;
- campagne d'affichage dans les espaces de cantonnements pour sensibiliser les compagnons sur les gestes à adopter dans la base vie (chauffage,...) et rappel lors des points sécurité ;
- mise en place de compteurs pour pouvoir faire des relevés mensuels et suivre la consommation en électricité du chantier et de la base vie séparément.

5.8 Propreté du chantier

Chaque entreprise s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect du règlement sanitaire départemental en la matière (art 99.7). Les moyens nécessaires seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier et de ses abords et éviter les pollutions :

- nettoyage complet du chantier minimum une fois par semaine et nettoyage quotidiens des postes de travail et de la base-vie ;
- bacs de rétention ;
- bacs de décantation ;
- protection par filets des bennes pour le tri des déchets si nécessaire et évacuation régulière des déchets ;
- arrosage du chantier si nécessaire ;
- dispositif de nettoyage des roues de camion. En cas de salissure des voies aux abords du chantier, un nettoyage par balayeuse sera effectué.
- laves bottes devant le cantonnement durant tout le chantier ;
- voiries en dur ;
- etc.

Dans le cas de fabrication de béton sur place, de concassage, etc., les dispositifs pour limiter les nuisances (poussières, disposition vibrations ...) seront mis en œuvre.

5.9 Protection de la nature/de la biodiversité

Les arbres présents sur le site devront être protégés.

Toute découverte d'espèce protégée (faune ou flore) fera l'objet d'un arrêt des travaux et d'une information immédiate du MOA.

Les terres végétales devront être stockées dans un emplacement spécifique de manière à préserver leurs qualités, et dans la mesure du possible, réutilisées sur le site.

5.10 Limitation des risques sur la santé du personnel

Niveaux sonores des outils et des engins : cf. 5.3

Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

6. BILAN DE FIN DE CHANTIER

Un bilan en fin de chantier sera réalisé par l'entreprise générale. Celui-ci comprendra notamment :

- les incidents relatifs à la démarche environnementale survenus sur le chantier ;
- la gestion et l'analyse des documents et incidents relatifs au tri des déchets ;
- le bilan des quantités de déchets générées et les taux de valorisation ;
- un bilan des mesures environnementales mises en place sur le chantier ;
- la gestion de l'interface avec les riverains ;
- le bilan des consommations d'eau et d'électricité.